



AGIR ENSEMBLE

EN FAVEUR DE LA DÉMOCRATIE,
DU PROGRÈS SOCIAL,
DE LA SOLIDARITÉ,
DE LA PROTECTION
DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU VIVANT



Nous voulons une société plus juste, plus égalitaire, plus solidaire, plus démocratique, vivant en harmonie avec la planète. Une société débarrassée de toutes les formes de racisme et de discriminations et qui consacre l'égalité des femmes avec les hommes au travail comme dans la vie.

Le mouvement social contre la réforme des retraites a remis sur le devant de la scène la question du travail et du partage des richesses. Les attaques sur le droit à la retraite relèvent d'une idéologie basée sur l'accaparement des fruits du travail par le Capital, dont témoignent également les 15 milliards d'exonérations de cotisations sociales sur les bas salaires.

Le patronat est déterminé à mettre en œuvre son programme de « refondation sociale » avec une brutalité assumée. Les gouvernements successifs ont mis cela en œuvre via la Loi Travail, les attaques répétées contre les retraites et la Sécurité Sociale, contre l'indemnisation du chômage, le chantage au RSA. C'est le même programme qui soutient l'offensive continue contre les services publics, permettant à la fois de privatiser leurs missions et de drainer des milliards d'argent public vers les actionnaires sous formes de cadeaux fiscaux et d'aides inconditionnelles aux entreprises. C'est le même programme qui défend la construction de grands projets inutiles, refuse la création d'une fiscalité sociale et écologiquement juste, et la mise en place d'un grand plan d'investissement pour la bifurcation écologique.

La crise sociale ouverte par la contre-réforme des retraites s'est doublée d'une crise démocratique et institutionnelle sur fond de crise climatique qui s'accélère. En effet, on a pu voir ces derniers mois l'accentuation de la brutalité du pouvoir, avec le passage en force à l'Assemblée Nationale, les obstructions, le mensonge permanent. De plus, les discours et la politique du Président et de sa minorité parlementaire sont un marchepied à une extrême droite qui ne cesse de se renforcer. Sous des dehors plus policés, son idéologie n'a pas changé et son programme reste anti-social, ce dont témoignent ses votes à l'Assemblée contre l'augmentation du SMIC, pour l'augmentation

des loyers et l'application de lois visant à criminaliser les mal-logés. Elle fait le jeu des classes dominantes et du patriarcat et continue d'user de violence contre les étranger.es, réfugié.es, exilé.es ainsi que les militant.es du mouvement social et les élu.es. C'est un danger mortel.

Construire et populariser une alternative politique de rupture écologique et sociale est une nécessité urgente à laquelle les forces de progrès doivent s'atteler en unissant leurs efforts. C'est pourquoi, nous, organisations syndicales et politiques de la Haute Garonne, entendons joindre nos efforts pour affronter les batailles à venir pour la défense des conquits sociaux et des services publics, pour la bifurcation écologique de nos modes de production, de vie et de consommation, et pour la démocratie dans toutes ses dimensions.

Face à la crise et au danger sans précédent que représentent l'extrême droite et la droite qu'elle entraîne avec elle, la réaffirmation dans l'unité syndicale de la lutte des classes et des revendications des travailleur.ses participe de **la construction de la nécessaire alternative politique.**

Cette alternative passe également par l'unité de toutes les forces politiques de gauche et écologistes qui ont la responsabilité historique d'offrir une perspective de rupture avec les politiques passées, et un nouvel espoir de jours heureux. Nous appelons aussi à renforcer les organisations syndicales, les partis politiques et les associations, afin de s'organiser, échanger, construire ensemble plus nombreux.ses.

Cette démarche commune de nos organisations se construit dans la durée par des initiatives à l'image du meeting retraites que nous avons organisé le 7 février 2023 et du meeting du 11 octobre contre la vie chère, pour l'augmentation des salaires, des pensions et des prestations sociales

NOS OBJECTIFS ET COMBATS COMMUNS

Nous, organisations syndicales et politiques de la Haute Garonne, entendons joindre nos efforts pour affronter les batailles à venir pour la défense des conquits sociaux et des services publics, pour la bifurcation écologique de nos modes de production, de vie et de consommation, et pour la démocratie dans toutes ses dimensions. Cela passe par une série de mesures d'urgence que nous nous engageons à défendre ensemble à chaque fois que possible :

1. URGENCE SOCIALE

- Abrogation de la loi Macron/Dussopt sur les retraites, Droit au départ à la retraite à taux plein à 60 ans, Départs anticipés pour celles et ceux qui exercent des métiers pénibles
- Augmentation des traitements et des salaires :
 1. Revalorisation du SMIC permettant de vivre dignement et mise en place de l'échelle mobile des salaires
 2. Revalorisation générale des salaires et des pensions
 3. Indexation sur les prix de la valeur du point d'indice et des salaires au-delà du SMIC, ainsi que des allocations sociales
- Egalité salariale entre les femmes et les hommes
- Allocation d'autonomie pour les jeunes en études et démarrant la vie active
- Renforcement de la protection sociale pour aller vers le 100% sécu
- Réduction du temps de travail à 32h
- Encadrement des loyers
- Contre le projet de loi Darmanin, Régularisation des travailleur.ses sans papiers ! les titres de séjour ne doivent pas être conditionnés aux seuls besoins du patronat

2. URGENCE ÉCOLOGIQUE: LA CRISE SOCIALE SE LIE AVEC LA CRISE ÉCOLOGIQUE, LAQUELLE IMPOSE D'AUTRES ORIENTATIONS POUR ASSURER LA BIFURCATION.

- Arrêt des projets de privatisations. Gestion publique de l'eau pour servir le bien commun et pas des intérêts productivistes.
- Les infrastructures routières, ferroviaires, fluviales doivent être maintenues et/ou réintroduites dans le cadre du service public au profit des usagers et de la sauvegarde du climat. Nous appelons à un grand débat public sous forme d'Etats Généraux des transports publics en Haute Garonne et sur l'aire urbaine de Toulouse.
- Nécessité d'une complémentarité et d'une cohérence entre le respect et la protection de l'environnement et la réponse aux besoins fondamentaux des citoyen.nes. A titre d'exemple, on peut citer la grave crise du logement.

3. URGENCE POUR LES SERVICES PUBLICS: CONSTRUIRE LES ALTERNATIVES AUX POLITIQUES ACTUELLES DE PRIVATISATION ET DESTRUCTION SYSTÉMATIQUE DES SERVICES PUBLICS.

Maintien et développement sur l'ensemble du territoire, sortie du dogme du « tout concurrence », fin de l'austérité, débat sur les moyens de financements étendus. **Nous exigeons :**

- La fin de la précarité dans les services publics et dans la Fonction publique qu'elle soit d'Etat, territoriale ou hospitalière, et des garanties statutaires pour les personnels.

- Des personnels en nombre suffisant dans les services publics, le recrutement massif de personnels et la revalorisation des métiers, particulièrement les métiers très féminisés de la santé, du social et de l'éducation. Par exemple, au CHU de Toulouse, Il faut créer tout de suite 1500 postes pour maintenir le service public de santé.
- Une fiscalité plus juste et progressive qui fait contribuer d'abord le Capital

4. URGENCE DÉMOCRATIQUE : ENFIN, TOUT CELA DOIT PASSER PAR L'INTERVENTION DES SALARIÉ·ES ET CITOYEN·NES DIRECTEMENT SUR LES RÉFLEXIONS, ANALYSES ET PRISES DE DÉCISIONS.

- Réformer les ordonnances travail et la loi de transformation publique, remettre en place les CHSCT, pouvoir d'opposition sur l'organisation du travail, sur les décisions stratégiques et économiques et leurs conséquences sociales. La bifurcation écologique n'est possible que si les salarié.es sont pleinement acteurs et actrices de la réorientation du système de production.
- Retour à la gestion de la sécurité sociale par les salarié.es eux-mêmes et retour des élections aux organismes de gestion des caisses.
- Arrêt de la criminalisation des mouvements sociaux. Fin de la répression syndicale sur les lieux de travail
- Conquérir des mécanismes démocratiques qui donnent à chacun et chacune la capacité de discuter et de décider à chaque échelon de la vie politique et sociale dans ce pays.

Toulouse octobre 2023